

Industrie : des eurodéputés musclent la préférence européenne

Dans l'ensemble de l'Europe, « la désindustrialisation fait rage », dénonce l'eurodéputé socialiste Pierre Juvet dans **Le Figaro**. Et particulièrement en France, où l'industrie ne pèse plus que 10% du PIB, le même niveau qu'en Grèce, fait valoir l'élus français. Ce dernier présentait hier un rapport, remis la veille à la Commission européenne, l'Acte pour l'accélération industrielle, corédigé avec l'eurodéputé français MoDem Christophe Grudler et l'élue écologiste allemande Anna Cavazzini. Ce texte des trois parlementaires est la version amendée du projet de loi présenté début mars par le vice-président de la Commission, le français Stéphane Séjourné. Un texte accouché, dès la première étape du long processus législatif européen, dans la douleur. La présentation par le commissaire chargé de la Stratégie industrielle avait été repoussée à cinq reprises tant les divergences entre divers secteurs industriels, entre États, et au sein même de la Commission, étaient difficiles à surmonter. Pourtant, tout le monde ou presque partage ce constat, résumé par le rapporteur Pierre Juvet : « Au moment où les empires reviennent en force et où la Chine poursuit une stratégie de destruction méthodique des chaînes de valeur européennes, l'Europe apparaît comme la grande naïve. » L'accélérateur industriel vise à réduire les dépendances de l'Europe et à soutenir une industrie européenne du futur et bas carbone. Le texte de la Commission prévoit d'instaurer une « préférence européenne » assortie d'un minimum de contenu local pour différents biens. « Il était temps », commente Pierre Juvet. (Le Monde, p.4)